



Communiqué de Presse des élus EELV de la Cub – 9 septembre 2014

Salon UAV Show 2014 – les écologistes de la Communauté urbaine demandent à Alain Juppé d'associer les publics de l'agglomération aux choix économiques et techniques et de missionner un groupe de spécialistes des relations entre science et société sur le développement de la filière drone sur notre territoire.

A l'occasion de l'ouverture du salon UAV show, les écologistes de la Communauté urbaine de Bordeaux tiennent à rappeler leur position sur la filière drone et le soutien des collectivités locales à ce salon.

La concomitance avec le salon ADS (Maintien en Condition Opérationnelle des matériels aéronautiques de défense) et l'organisation même du salon UAV – drones (cf. plan de la salle : http://www.tc-gestion.com/fichier_bdd/1409236541.pdf) témoignent de la porosité totale entre l'industrie militaire et les applications civiles de ce secteur et lèvent toute ambiguïté sur l'imbrication des deux filières .

EELV rappelle que pour l'heure les usages militaires des drones concernent notamment des assassinats ciblés, en dehors de toute convention internationale, et contribuent à une généralisation des terrains d'intervention militaire, facilitant ainsi des modes opératoires bafouant les droits de l'homme.

Certes, sur le plan civil, les drones présentent des applications non dénuées d'intérêt, telle que la prévention des feux de forêt ou la protection du littoral par exemple.

Toutefois, cette nouvelle technologie, prometteuse s'il en est, se développe très rapidement dans un cadre réglementaire encore flou et en l'absence de toute réflexion sur les implications sociétales d'une telle technologie. Un lobbying économique fort se met en place en faveur du développement de cette filière et de l'assouplissement de la réglementation aérienne. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les sociétés Amazon et Google testent actuellement des projets de livraisons par drones en Inde et en Australie, pays aux réglementations moins strictes en la matière.

Les écologistes rappellent que le développement des drones dans le vide juridique existant pose pourtant de véritables questions en termes de libertés publiques et de respect de la vie privée. Comme tout progrès technologique, il nous interroge sur la société que nous voulons : une société où chacun serait susceptible d'être surveillé à son insu par des micro-drones, où chacun pourrait louer les services d'un drone en quelques clics sur son smartphone pour surveiller nos enfants, nos conjoints, nos amis, puis relier ces informations aux réseaux sociaux ?

Loin d'une opposition de principe à la filière drone, les écologistes regrettent que cette 3ème édition du salon UAV Show n'intègre toujours pas de réflexion sur les implications sociétales des drones dans son programme.

Au regard des subventions importantes accordées par les collectivités locales au salon UAV Show, les écologistes considèrent que ce faisant, elles ne jouent pas leur rôle qui serait d'initier un débat public sur ces questions liées aux libertés publiques.

Il est pourtant impératif de créer un cadre de régulation adapté permettant à la fois de tracer des lignes rouges et d'offrir un espace de liberté aux innovations. Le sujet étant au carrefour de l'éthique, du droit, de l'économie, du social, etc., la réflexion doit être pluridisciplinaire et impliquer l'ensemble des acteurs concernés parmi lesquels les industriels du secteur, les autorités en charge de la réglementation aérienne, la société civile et les collectivités publiques.

C'est pourquoi les écologistes demandent à Alain Juppé, président de la Communauté urbaine de Bordeaux, que la Communauté urbaine missionne un groupe de spécialistes des relations entre science et société, chercheurs académiques et associatifs, à l'instar de Grenoble Métropole en 2005 sur les nanotechnologies, pour réaliser un diagnostic sur l'état des projets de développement des drones et sur les débats publics dont ils font l'objet et faire des recommandations sur les façons d'associer les publics bordelais aux choix scientifiques et techniques. Une telle initiative permettrait de poser la question des choix économiques et scientifiques à l'échelle locale et d'ancrer durablement dans l'agglomération bordelaise les processus de démocratie locale amorcés lors du mandat précédent.

Gérard Chausset

Président du groupe EELV de la Cub
Groupe local de Mérignac
06 62 48 74 92

Clément Rossignol Puech

Conseiller communautaire
Chercheur en nanotechnologies
06 22 02 02 32